

Les vétérans*

Wolfgang Pohrt

Toute l'histoire de l'URSS, jusqu'à nos jours, arguent certaines voix sceptiques, montrerait qu'une « société basée sur la criminalité ne se transformera assurément pas, à un stade ultérieur, en une société civilisée comme nombre d'observateurs russes, mais aussi occidentaux, voudraient le croire et le faire croire aux autres » (1).

Il est vrai que l'antienne de la mauvaise action qui, toujours, n'engendre que le mal est bien connue et ce, depuis bien longtemps déjà. L'histoire de ces derniers siècles ne suggère en rien que la civilisation occidentale contemporaine ait été bénie davantage. Elle prouve plutôt que des associations nées de crimes fondateurs tels que l'accumulation dite primitive retournent par intervalles irréguliers à leurs mauvaises origines, sauf qu'elles possèdent alors à chaque fois plus de vigueur et font plus de dégâts. C'est ce que l'on a tendance à ignorer de nos jours, surtout au sein d'une certaine gauche qui croit trouver en Occident une société civile, ses facultés de perception étant devenues aussi sélectives que sa capacité de mémoire.

Même l'indignation face à la dimension prise par la criminalité dans l'ancien bloc de l'Est et la tentative de comprendre cette dimension comme une conséquence de la mentalité slave, de la mauvaise gestion communiste ou de la domination totalitaire, supposait une certaine étroitesse d'esprit, c'est-à-dire la capacité d'éluider certains faits incompatibles avec la vision que l'on a du mon-

* Cet article est extrait de Wolfgang Pohrt, *Brothers in Crime. Die Menschen im Zeitalter ihrer Überflüssigkeit. Über die Herkunft von Gruppen, Cliquen, Banden, Rackets, Gangs*, Berlin, Édition Tiamat, 1997.

(1) *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le 7 août 1993.

de ; en l'occurrence des informations comme celles qui, en même temps, nous arrivaient d'Europe de l'Ouest, d'Italie par exemple, où l'on apprit que le pays avait été gouverné pendant toute une période par un cercle de personnes qui entretenaient avec la mafia locale des contacts qui étaient au moins aussi bons que ceux attribués à certains membres du gouvernement russe. Les autorités judiciaires de plusieurs pays se virent confrontées au fait que le crime, les affaires et la politique sont souvent plus difficiles à séparer qu'à mettre en relations les uns avec les autres. En France, « plus d'une centaine d'élus, pour la plupart des maires, des conseillers généraux et des sénateurs, ont des démêlés avec la justice », rapportait le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* dans son édition du 18 mars 1993.

En Espagne, on apprit que le gouvernement, d'une manière ou d'une autre déjà impliqué en permanence dans des affaires de corruption, avait de surcroît commandité des commandos de tueurs qui traquaient les séparatistes basques et qui, comme il fut prouvé, ont commis des assassinats. Il semble que, de manière générale, on ait, tout comme à Moscou, pris ses aises dans Madrid, sous Felipe Gonzales, si l'on en croit Walter Haubrich qui, dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 25 février 1995, relate ses expériences lors d'une virée nocturne dans la capitale espagnole : « Dans le bar se trouvaient, dispersés à plusieurs tables, l'ancien policier Michel Dominguez, condamné pour six tentatives de meurtre à 108 années de prison, ses amis, des dames quelque peu légères et les gardes du corps de l'ancien policier. Avec force bouteilles ils faisaient la noce dans la joie et la bonne humeur. [...] Michel Dominguez, le principal protagoniste de cette fête dans le bar de l'hôtel, est actuellement libre en sa qualité de "collaborateur de la justice". Est également libre, vivant qui plus est sur un grand pied, son ancien chef et complice, José Amedo, lui aussi condamné à 108 ans de prison pour des faits similaires. Amedo est en plus soupçonné fortement, d'avoir organisé quelques meurtres effectifs. Alors que Dominguez reste relativement discret, José Amedo a repris ses anciennes habitudes, sauf que, grâce au quotidien *El Mundo* et au juge d'instruction Baltasar Garzon, il est aujourd'hui beaucoup plus connu. Il fréquente toujours les mêmes bars malfamés qu'avant son arrestation en 1989, mais désormais aussi les restaurants les plus chers. [...] Ses gardes du corps, des policiers, l'appellent "El Jefe", le chef. À juste titre puisqu'il était autrefois le chef d'un escadron de la mort ». Des membres du gouvernement britannique, eux, ont été impliqués dans des exportations illégales d'armes vers l'Irak, ancien ennemi lors de la guerre du Golfe.

Le nombre élevé de cas semblables fait de chaque cas particulier un épisode que l'on a vite oublié. Qui se souvient encore des noms ? Celui de ce secrétaire général de l'OTAN de nationalité belge, par exemple, dans l'entourage duquel nombre de personnalités de haut rang sont mystérieusement décédées et dont on ne peut plus exclure qu'il entretenait des relations avec les hommes politiques, magistrats et policiers soupçonnés d'être les clients et les complices de la bande à Marc Dutroux, lequel ne pouvait opérer que grâce à la protection de l'État. On ne peut exclure que le public devra se faire un jour à l'idée que les mêmes officiers de l'OTAN, qui ont voulu engager les forces aériennes pour

protéger les femmes et les enfants bosniaques des délinquants sexuels serbes, auraient pu avoir eux-mêmes un intérêt particulier pour les femmes et surtout pour les enfants ; qu'ils auraient satisfait cet intérêt après la séance au quartier général bruxellois, peut-être lors de parties telles que Dutroux a su les organiser, avec du matériel vidéo choisi et auraient eu l'occasion d'entrer personnellement en contact avec les acteurs.

En RFA aussi le crime organisé est devenu désormais un sujet de discussion, mais il y a fallu d'abord une petite révolution culturelle. Que la vie de criminel constitue une forme d'existence que l'individu est libre de choisir, certes avec toutes ses conséquences, voilà qui était inimaginable autrefois. La seule bande que l'on connaissait, en RFA, jusqu'à la fin des années 1950, était la *Rasselbande* (la bande des petits chenapans), un magazine pour enfants. Lorsque, au début des années 1970, la presse de combat baptisait la Rote Armee Fraktion (RAF), « bande à Baader », ce fut la première fois dans l'histoire d'après-guerre que l'on décerna ce titre à un groupe qui disposait de vrais pistolets. Un honneur immérité, semblait-il à l'époque, alors qu'aujourd'hui l'on doit concéder que l'idéal et la forme de vie des années contestataires étaient le groupe primaire, l'équipe, la clique, des Beatles à la guérilla, des Rolling Stones aux comités de base. Ainsi, parmi les produits de scission du SDS (2) de Francfort se distingua, en 1969, la *Lederjackerfraktion* (fraction des blousons de cuir), des maoïstes ayant une prédilection pour le look des gangs de motards et un comportement martial en général. La radicalité des *Black Panthers*, admirée par les camarades d'ici, était de fait la radicalité des bandes de jeunes dans les bidonvilles dont l'existence avait précédé leur politisation et devait y survivre. Comme illustration de ces rapports on peut ici rappeler que, pour leur concert d'Altamont, en 1969, les Rolling Stones, tant appréciés par le mouvement contestataire depuis *Streetfighting Man*, avaient engagé comme service d'ordre les *Hell's Angels*, d'authentiques blousons noirs à motos qui eurent tôt fait d'assassiner un spectateur, et ce quatre mois après le kitsch « *Peace & Love* » de Woodstock (3).

La charge de représenter le crime organisé dans son ensemble n'incombe plus, depuis, à un seul et unique groupe politique proscrit. Les intellec-

(2) Groupe d'extrême-gauche extraparlamentaire (NdT).

(3) Dans la version de son étude, *The Violent Gang*, Lewis Yablonsky évoque la similitude entre l'éthique amoureuse pratiquée par le milieu « hippie » et le « *brother cult* » des membres *der Violent Gang*. Il illustre sa pensée par cette petite anecdote de la vie de chercheur. Yablonski se trouve en compagnie d'un connaisseur du milieu : « Mon guide me montra un géant barbu, habillé en hippie. Selon lui, le gars avait autrefois mené une "existence de dangereux criminel et avait probablement tué plusieurs personnes". En fait, je devais apprendre plus tard qu'il avait été condamné pour homicide et fait un long séjour dans la prison de Saint-Quentin. Mon guide me raconta comment il avait personnellement branché le type sur l'usage du LSD, changeant ainsi sa vie. Après son premier "merveilleux" *trip*, son "nouveau partenaire" lui dit : "Espèce de fils de pute, je t'aime plus que je ne peux exprimer avec des mots. C'est pas comme chez les pédés. C'est véritablement de l'amour. C'est comme ... si tu veux que quelqu'un crève, t'as qu'à me le dire. J't'aime à c'point ! ». Lewis Yablonsky, *The Violent Gang*, Baltimore Md, Penguin Books, 1970, p. 11.

tuels de jadis ont été rejoints par des policiers ripoux, des employés municipaux véreux, des juges corrompus, des chefs d'entreprises menottés et de hauts responsables politiques inculpés. Depuis *Der Mob. Recherchen zum organisierten Verbrechen* (4), le best-seller de Dagobert Lindlau, paru en 1987, pas un printemps, pas une rentrée littéraire ne passe sans une nouvelle collection de livres de « gangsterologie ». Le degré d'infiltration du milieu au sein de l'État et de la société n'en est pas devenu plus clair pour autant, mais l'impression générale est que, de toute façon, il n'y a plus grand-chose à sauver : « Un virus s'est emparé du corps que nous appelons société. Lentement il ronge les organes et les évide. Il affaiblit le système immunitaire, rend le corps sans défense contre d'autres attaques encore plus graves. Ce virus a pour nom : *Morbus Corruptiensis*. Les symptômes : férocité croissante des mœurs, décadence de la morale et de la culture politique » (5). En d'autres termes : « L'industrie florissante du crime » a réussi « ces dernières années à établir en Allemagne une société parallèle du crime qui menace de devenir le plus grand risque pour la sécurité intérieure depuis la fin de la guerre », car « les lobbyistes du crime organisé » ont déjà infiltré la bonne société, ils sont « les convives des puissants, leurs dons sont les bienvenus et leur mécénat dans les domaines de l'art, de la culture et du sport, leur ouvre les portes qui mènent vers les plus hautes sphères de l'Allemagne » (6). Ce n'est guère étonnant car où « la vénalité de l'administration et un système de clientélisme inextricable répandent chaque jour une odeur de putréfaction, le crime a trouvé ses meilleurs alliés » (7). Ensemble avec ses alliés, il forme une jungle qui ne laisse aucune chance à la police et aux autorités judiciaires : « Qui veut aujourd'hui pénétrer dans la structure compliquée du monde des affaires se trouve bientôt face à un réseau de règles, de dépendances, d'influences et de particularités », et cela non par manque de sagacité et d'ardeur au travail, mais parce que la différence entre le Bien et le Mal a cessé d'exister, c'est-à-dire que « la frontière entre l'ingéniosité dans les affaires et le comportement criminel est bien souvent impossible à établir avec exactitude » (8). En outre, « la différence entre politique légale et politique criminelle est aussi difficile à définir que celle entre affaire licite et affaire illicite ». Le beau monde se met au niveau du milieu. Il en adopte les règles de comportement et la logique « de la pègre se transforme insensiblement en logique nouvelle d'une "société compétitive". Plus le pouvoir politique, économique ou militaire qui se tient derrière une revendication est grand, plus cette revendication est justifiée » (9). « *Might makes right* » dit, avec plus de concision, une

(4) Dagobert Lindlau, *Der Mob. Recherchen zum organisierten Verbrechen*, Hamburg, Deutsche Taschenbuch Verlag, 1987.

(5) Jürgen Roth et Marc Frey, *Die Verbrecher-Holding. Europa im Griff der Mafia*, München, Piper, 1992, p. 225.

(6) Peter Scherer, *Das Netz. Organisiertes Verbrechen in Deutschland*, Frankfurt-Berlin, Ullstein, 1993, p. 12.

(7) Hans Leyendecker, Richard Rickelmann et Georg Bönisch, *Mafia im Staat. Deutschland fällt unter die Räuber*, Göttingen, Steidl, 1992, p. 13.

(8) Alfred Stümper, *Die unsichtbare Macht. Das organisierte Verbrechen in Deutschland*, Bonn, Aktuell, 1993, p. 20.

(9) Dagobert Lindlau, *Der Mob. Recherchen zum organisierten Verbrechen*, *op. cit.*, p. 288.

expression américaine. Ce dicton, rimé de surcroît, est cité ici d'après un livre paru en 1958 (10). Mais, de toutes manières, cela fait déjà bien longtemps que nous connaissons des phrases comme « Qui a le pouvoir, a la loi derrière lui » ou « Le droit régnant est le droit de la classe dominante ». Finalement, Lindlau doit accepter qu'on lui demande s'il ne confond pas la cause et l'effet quand il pense que la société devient sauvage parce qu'elle s'adapte à la pègre. Le criminologue américain Donald R. Taft, lui aussi, s'est rendu compte, que le beau monde et le milieu se ressemblent. Dans son livre *Criminology*, paru en 1950, il écrit : « Les valeurs les plus fondamentales de notre culture sont acceptées et par le gang et par la société dans son ensemble. Nous avons déjà mis l'accent sur le fait que la valeur "loyauté de bande" est appréciée par beaucoup de gens comme étant une vertu sociale » (11). Mais, contrairement à Lindlau, il ne croit pas qu'une minorité comme le sont les gangs irait jusqu'à pourrir toute la société. C'est plutôt la société qui engendre les gangs : « Dans notre culture, quelques-uns des désirs les plus forts des membres des gangs, peut-être notamment le désir de reconnaissance sociale, reflètent le fait quasi général que les Américains veulent à tout prix avoir une appartenance, les Américains ont beaucoup de points communs avec les gangsters. Notre culture est une culture génératrice de gangs (12).

La plupart des livres cités glosent, dans leur diagnostic, sur la décadence éthique, culturelle et morale et, comme on connaît ce genre de tirades depuis la nuit des temps, elles obtiennent le contraire de l'effet recherché. Car, soulignant la pérennité, *business as usual*, elles fatiguent et endorment. Il serait par ailleurs naïf de voir dans le succès médiatique d'un thème, qui est fonction de sa valeur de divertissement, une preuve de l'existence réelle du problème traité sur ce thème. Toutefois d'autres indices, moins spectaculaires, nourrissent le soupçon que le corps social est en train de bouger. Depuis que, pour ne donner qu'un exemple, les « Verts », appelés alors « Alternatifs », ont prôné, au début des années 1980, la mise en réseau (« Réseau alternatif d'auto-assistance de Berlin »), cette notion incarne la panacée censée remédier à l'immobilisme, à l'encroûtement et aux lourdeurs bureaucratiques de toutes sortes. En même temps que la mise en réseau, un autre mot est devenu à la mode, celui de « partitocratie », qui désigne ce qui se passe lorsque, par exemple, l'entrepreneur en bâtiment et le sous-secrétaire local du parti majoritaire n'empruntent plus la fastidieuse voie officielle, quand l'un a besoin d'une commande et l'autre d'argent pour la caisse de son parti. Ils se téléphonent alors, sans se soucier des démarches bureaucratiques et, aussitôt, le réseau est construit. Cependant, il n'est ni couvert par la loi en vigueur, ni prévu par les théories politiques et sociales. Ainsi, il ne faut pas s'étonner lorsque certains chercheurs réagissent avec agacement à cette nouvelle évolution et, de son côté, la population se fâche quand la chose voulue, la mise en réseau donc, ne correspond finalement pas aux attentes de bon nombre de

(10) Herbet Bloch et Arthur Niederhoffer, *The Gang. A Study in Adolescent Behavior*, New York, Philosophical Library, 1958, p. 172.

(11) Donald R. Taft, *Criminology*, New York, The MacMillan Company, 1950, cité in *ibidem*.

(12) *Ibid.*, p. 171.

citoyens, car rares sont ceux qui se retrouvent membres et bénéficiaires du nouveau tissu de relations comme ils l'avaient espéré, la plupart d'entre eux restant exclus et laissés pour compte. « Le système de la prise de pouvoir par des cliques est hors de contrôle », s'emportaient par exemple Erwin K. et Ute Scheuch dans leur étude « Sur la décadence des partis politiques », publiée en avril 1992, sous le titre *Cliquen, Klügel und Karrieren (Cliques, coteries et carrières)* (13). Le public aimait l'idée de voir confirmer scientifiquement, par une tête savante, ce qu'il sait par expérience puisque, en l'espace d'un an, ce livre de poche fut vendu à 64 000 exemplaires. Le message était une révélation, l'annonce par une bouche compétente de quelque chose qui, officieusement, était connu depuis longtemps, à savoir que l'individu, avec sa conscience et sa raison, peut aller se rhabiller, son savoir-faire et son zèle comptant pour du beurre. Il est plus important d'avoir les bonnes relations et troupes auxiliaires. La politique n'est pas un jeu où le meilleur gagne. Au contraire, l'individu se trouve « en concurrence avec des cliques ramifiées qui, quant à elles, sont en interaction avec une clientèle tout aussi ramifiée ». Seule l'appartenance à la clique plus puissante et disposant de la clientèle la plus influente mène au succès. Les Scheuch appellent cela un « processus de féodalisation de la politique professionnelle » et y voient « la convergence des systèmes politiques en vigueur dans l'ancien socialisme et chez nous » (14). Avec l'expression « féodalisation de la politique professionnelle », les Scheuch se rattachent, consciemment ou non, à Jürgen Habermas qui, dans son livre *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (15), paru en 1962, avait parlé de la « reféodalisation » de la vie publique. Qu'il s'agisse de féodalisation ou de reféodalisation, d'espace public ou de politique professionnelle, on y confond toujours identification et compréhension, de sorte que se trouve éludée la question de savoir comment le reliquat féodal a retrouvé son chemin dans la société bourgeoise et comment il a pu prospérer dans un milieu qui lui est étranger et hostile, au lieu d'y mourir asphyxié comme un poisson échoué sur le rivage.

L'autre hypothèse, à savoir que le monde des cliques exprime la convergence posthume entre l'Ouest et le bloc de l'Est éclaté, constitue alors un soupçon plausible. Un soupçon qui s'introduit quand le journal télévisé diffuse des déclarations et des colonnes de chiffres, présentées par des journalistes dont l'obséquiosité n'est dépassée que par les airs d'importance qu'ils se donnent, de sorte que le son de cloche rappelle celui de l'ancienne RDA. Un soupçon qui s'impose quand il faut faire la queue au supermarché, comme si l'on se trouvait au bureau de distribution des denrées de base rationnées et subventionnées par l'État. On devine alors que le triomphe sur le bloc de l'Est pourrait se révéler prématuré, dans la mesure où le démantèlement de ses régimes signifie peut-être

(13) Erwin K. et Ute Scheuch, *Cliquen, Klügel und Karrieren. Über den Verfall der politischen Parteien – eine Studie*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 1992.

(14) *Ibidem*, p. 175.

(15) Jürgen Habermas, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1976.

Wolfgang Pohrt

le déchaînement de forces destructrices qui finiront par vaincre l'Ouest d'autant plus facilement que celui-ci en a déjà développé suffisamment par lui-même. De telles spéculations sont cependant affligées d'une myopie qui consiste à prendre tout ce qui se trouve dans le champ de vision pour une nouveauté historique. Ramener l'existence des cliques à une convergence avec l'ancien bloc de l'Est ressemble au raisonnement fallacieux selon lequel tel homme boit pour noyer son chagrin alors qu'il est notoire qu'il le ferait également pour le plaisir ou, à défaut de ces deux raisons, se saoulerait aussi bien par ennui. Quoi qu'il en soit, « l'ancien socialisme » qui sert aux Scheuch d'agent corrupteur, était encore très loin, lorsque le 8 octobre 1846 la revue parisienne *Le Constitutionnel* commença la publication, en avant-première, du roman de Balzac, *La Cousine Bette*. L'action se déroule en partie dans le milieu des hauts fonctionnaires. L'un d'eux est le commis Marneffe dont l'épouse aussi ambitieuse qu'intrigante tient un salon destiné à promouvoir la carrière du mari : « La société de madame Marneffe s'était composée avec une sage lenteur ; les agrégations ne s'y formaient qu'entre gens d'opinions et de mœurs conformes, intéressés à se soutenir, à proclamer les mérites infinis de la maîtresse de la maison. Le compérage, retenez cet axiome, est la vraie Sainte-Alliance à Paris. Les intérêts finissent toujours par se diviser, les gens vicieux s'entendent toujours » (16).

Wolfgang Pohrt

Sociologue, essayiste - Allemagne

Texte traduit de l'allemand par Wolfgang Kukulies, avec la collaboration de Joël Bastenaire.

(16) Honoré de Balzac, *La Cousine Bette*, Paris, Gallimard/Pléiade, volume VI, p. 268.